

ENTREPRISES ET TERRITOIRES HDF

Association Loi 1901

40, rue Eugène Jacquet – 59700 MARCQ EN BAROEUL

Déclarée en Préfecture sous le N° W595021903

Siret 794 134 239 00019

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 24 JUIN 2026

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

DEUXIEME RESOLUTION

Sur la proposition qui lui est faite, l'Assemblée Générale décide d'affecter l'insuffisance nette comptable s'élevant à 141.719,39 € de la manière suivante :

- En totalité du compte « report à nouveau » - 141.719,39 €
qui s'élevait à 2.273.767,59 €
qui s'élèverait à 2.132.048,20 €

Certifié conforme
Le Président
Philippe DESCAMPS



ENTREPRISES ET TERRITOIRES HDF

40 Rue EUGENE JACQUET
59700 MARCQ-EN-BAROEUL

Comptes au 31/12/2025



Le Président
Philippe Descamps

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a series of loops and a final downward stroke.

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2025	31/12/2024
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement	0			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. incorporelles en cours, av. et acptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corp. en cours, av. et acptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations				6 115 203
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	6 472 203	532 000	5 940 203	
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	6 472 203	532 000	5 940 203	6 115 203
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	6 048		6 048	6 048
Charges Constatées d'avance	1 540		1 540	1 506
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	349		349	3 375
ACTIF CIRCULANT	7 937		7 937	10 929
Frais d'émission d'emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif & différences d'éval.				
TOTAL GENERAL	6 480 140	532 000	5 948 140	6 126 132

2051 - Bilan Passif

Déclaration au 31/12/2025

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Capital social ou individuel (dont versé :)		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées)		
Autres réserves)		
Report à nouveau	2 273 768	2 476 352
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(141 719)	(202 585)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	8 528	4 568
CAPITAUX PROPRES	2 140 576	2 278 335
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	3 670 000	3 670 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		173 148
Instrument financier à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 942	4 648
Dettes fiscales et sociales		
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	132 622	
Produits constatés d'avance		
DETTES	3 807 564	3 847 797
Ecart de conversion passif et différence d'évaluation		
TOTAL GENERAL	5 948 140	6 126 132

Rubriques	France	Exportation	31/12/2025	31/12/2024
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions				
Reprises sur sur amortissements et provisions				
Produits de cessions d'immobilisation incorporelles et corporelles				
Autres produits			(30)	
PRODUITS D'EXPLOITATION			(30)	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			10 363	9 375
Impôts, taxes et versements assimilés			2 448	2 267
Salaires				
Cotisations sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations et dépréciations				
Dotations aux provisions				
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
Autres charges				
CHARGES D'EXPLOITATION			12 812	11 643
RESULTAT D'EXPLOITATION			(12 842)	(11 643)
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			150 977	150 977
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				1 026
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie				
Produits des cessions d'immobilisations financières				
PRODUITS FINANCIERS			150 977	152 003
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			175 000	227 000
Intérêts et charges assimilées			100 894	111 974
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			275 894	338 974
RESULTAT FINANCIER			(124 917)	(186 971)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(137 759)	(198 614)

Compte de résultat

Déclaration au 31/12/2025

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 960	3 971
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3 960	-3 971
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	150 946	152 003
TOTAL DES CHARGES	292 666	354 587
BENEFICE OU PERTE	-141 719	-202 585

Annexes

La société a été constituée le 20/04/2013 et a pour objet le développement économique et de l'emploi dans les Hauts de France notamment dans les TPE PME PMI et plus particulièrement, à ce titre, pour missions d'initier, coordonner et animer des projets mobilisant les structures du réseau Entreprises et Cités et d'assurer par tous moyens la promotion et le développement des entreprises du territoire.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-3, de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 08-09-2014 relatif au Plan Comptable Général, mis à jour par les Règlement ANC 2016-07 et ANC 2018-06.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

CHANGEMENTS COMPTABLES

A l'ouverture de l'exercice au 1er janvier 2025, un changement de méthode comptable réglementaire a été effectué de manière obligatoire en appliquant le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Les dispositions du règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application (soit 2025) sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs (2024), et concerne principalement :

- * la suppression de la technique des transferts de charges, avec les produits désormais présentés soit en chiffre d'affaires, soit au crédit des postes charges concernés
- * la nouvelle définition du résultat exceptionnel qui ne comporte désormais que des événements " majeurs et inhabituels "
- * une modification du plan de comptes et une modernisation des états de synthèse, avec notamment une présentation des cessions d'immobilisations (in)corporelles en résultat d'exploitation, et une présentation des cessions d'immobilisations financières en résultat financier, dotations/reprises sur dépréciations comprises
- * une présentation de certaines informations dans l'annexe des comptes avec de nouveaux formats de tableaux normés

FAITS CARACTERISTIQUES

- Le cumul d'emprunts obligataires non convertibles au 31/12/2025 est de 3.670 K€.

LIBELLES	Montant investi	DATE OUVERTURE	DATE ECHEANCE
MEDEF HAUT DE France	500 000,00 €	29/06/21	30/06/28
ALLIANCE EMPLOI	1 500 000,00 €	29/06/21	30/06/28
GIPEL	1 500 000,00 €	29/06/21	30/06/28
RESALLIANCES SA	170 000,00 €	06/11/23	30/06/28
TOTAUX :	3 670 000,00 €		

- Le conflit en Ukraine survenu à la fin du mois de février 2022 constitue un événement au 31 décembre 2025 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Eu égard à l'absence d'activité avec l'UKRAINE, la situation de l'entreprise à la date de l'arrêté des comptes n'est pas remise en cause.

Le contexte international actuel (guerre en Ukraine, situation sanitaire) conduit à des hausses significatives de l'énergie et à une volatilité des taux dans le monde. Il n'est toutefois pas possible à l'heure actuelle d'en mesurer les enjeux sur le résultat de la société.

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire, calculée à partir de la quote-part dans la situation nette comptable du bilan, ajustée éventuellement par des éléments hors bilan dont la valeur peut être estimée avec fiabilité suffisante, est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Lors de leur cession, les titres de participations et autres titres immobilisés sont évalués au coût unitaire moyen pondéré, les valeurs mobilières de placements sont évaluées suivant la méthode FIFO.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	6 472 203		
Autres titres immobilisés			6 472 203
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 472 203		6 472 203
TOTAL GENERAL	6 472 203		6 472 203

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations	6 472 203			
Autres titres immobilisés			6 472 203	
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 472 203		6 472 203	
TOTAL GENERAL	6 472 203		6 472 203	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
-----------	------------------	-----------	----------	----------------

Frais d'établissements et développement
Fonds commercial
Autres immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Terrains
Constructions sur sol propre
Constructions sur sol d'autrui
Constructions installations générales, agenc., aménag.
Installations techniques, matériel et outillage industriels
Installations générales, agenc. et aménag. divers
Matériel de transport
Matériel de bureau et informatique, mobilier
Emballages récupérables, divers

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

TOTAL GENERAL

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.
Fonds Cial
Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre	3 960						3 960
TOTAL	3 960						3 960

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	4 568	3 960		8 528
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	4 568	3 960		8 528

Provisions pour litiges
Provisions pour garanties données aux clients
Provisions pour amendes et pénalités
Provisions pour pertes de change
Provisions pour pensions, obligations similaires
Provisions pour impôts
Provisions pour renouvellement immobilisations
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer
Autres provisions pour risques et charges

PROVISIONS RISQUES ET CHARGES

Dépréciations immobilisations incorporelles			
Dépréciations immobilisations corporelles			
Dépréciations titres mis en équivalence			
Dépréciations titres de participation	357 000	175 000	532 000
Dépréciations autres immobilis. financières			
Dépréciations stocks et en cours			
Dépréciations comptes clients			
Autres dépréciations			
DEPRECIATIONS	357 000	175 000	532 000
TOTAL GENERAL	361 568	178 960	540 528

Dotations et reprises d'exploitation
Dotations et reprises financières 175 000
Dotations et reprises exceptionnelles 3 960
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	6 048	6 048	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	1 540	1 540	
TOTAL GENERAL	7 588	7 588	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	3 670 000	3 670 000		
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 942	4 942		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	132 622	132 622		
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	3 807 564	3 807 564		

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2025	31/12/2024	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40810000	FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	3 022,02	2 893,41	128,61
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		3 022,02	2 893,41	128,61
TOTAL CHARGES A PAYER		3 022,02	2 893,41	128,61

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2025

Compte	Libelle	31/12/2025	31/12/2024	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	CHARGES COMPTABILISEES D AVANCE	1 540,07	1 505,58	34,49
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 540,07	1 505,58	34,49

DIDIER HAZEBROUCK

Commissaire aux Comptes & membre de la Compagnie Régionale de Douai
Expert-Comptable Inscrit au tableau de l'Ordre de la Région de Lille
Expert de Justice près de la Cour d'Appel de Douai

ENTREPRISES ET TERRITOIRES HAUTS DE FRANCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 24 juin 2026

Exercice clos le 31 décembre 2025



Le Président
Philippe Deocamps

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Philippe Deocamps", written over a large, stylized blue oval mark.

ENTREPRISES ET TERRITOIRES HAUTS DE FRANCE

Association loi 1901

40 rue Eugène Jacquet

59700 MARCQ EN BAROEUL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **Exercice clos le 31 décembre 2025**

A l'assemblée générale de l'Association ENTREPRISES ET CITES HAUTS DE France,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ENTREPRISES ET CITES HAUTS DE France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de mon rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur la note « changements comptables » de l'annexe des comptes annuels qui exposent le changement de méthode comptable relatif aux incidences de la première application du règlement ANC 2022-06.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

J'ai déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans mon rapport.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Lille, le 22 mai 2026

Le commissaire aux comptes

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large loop on the left and several vertical strokes on the right, crossing a horizontal line.

Didier Hazebrouck

2050 - Bilan Actif

Déclaration au 31/12/2025

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2025	31/12/2024
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement	0			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. incorporelles en cours, av. et acptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corp. en cours, av. et acptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations				6 115 203
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	6 472 203	532 000	5 940 203	
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	6 472 203	532 000	5 940 203	6 115 203
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	6 048		6 048	6 048
Charges Constatées d'avance	1 540		1 540	1 506
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	349		349	3 375
ACTIF CIRCULANT	7 937		7 937	10 929
Frais d'émission d'emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif & différences d'éval.				
TOTAL GENERAL	6 480 140	532 000	5 948 140	6 126 132



2051 - Bilan Passif

Déclaration au 31/12/2025

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Capital social ou individuel (dont versé :)		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées)		
Autres réserves)		
Report à nouveau	2 273 768	2 476 352
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(141 719)	(202 585)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	8 528	4 568
CAPITAUX PROPRES	2 140 576	2 278 335
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	3 670 000	3 670 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		173 148
Instrument financier à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 942	4 648
Dettes fiscales et sociales		
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	132 622	
Produits constatés d'avance		
DETTES	3 807 564	3 847 797
Ecart de conversion passif et différence d'évaluation		
TOTAL GENERAL	5 948 140	6 126 132



Rubriques	France	Exportation	31/12/2025	31/12/2024
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions				
Reprises sur sur amortissements et provisions				
Produits de cessions d'immobilisation incorporelles et corporelles				
Autres produits			(30)	
PRODUITS D'EXPLOITATION			(30)	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			10 363	9 375
Impôts, taxes et versements assimilés			2 448	2 267
Salaires				
Cotisations sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations et dépréciations				
Dotations aux provisions				
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
Autres charges				
CHARGES D'EXPLOITATION			12 812	11 643
RESULTAT D'EXPLOITATION			(12 842)	(11 643)
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			150 977	150 977
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				1 026
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie				
Produits des cessions d'immobilisations financières				
PRODUITS FINANCIERS			150 977	152 003
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			175 000	227 000
Intérêts et charges assimilées			100 894	111 974
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			275 894	338 974
RESULTAT FINANCIER			(124 917)	(186 971)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(137 759)	(198 614)

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 960	3 971
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3 960	-3 971
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	150 946	152 003
TOTAL DES CHARGES	292 666	354 587
BENEFICE OU PERTE	-141 719	-202 585

La société a été constituée le 20/04/2013 et a pour objet le développement économique et de l'emploi dans les Hauts de France notamment dans les TPE PME PMI et plus particulièrement, à ce titre, pour missions d'initier, coordonner et animer des projets mobilisant les structures du réseau Entreprises et Cités et d'assurer par tous moyens la promotion et le développement des entreprises du territoire.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-3, de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 08-09-2014 relatif au Plan Comptable Général, mis à jour par les Règlement ANC 2016-07 et ANC 2018-06.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

CHANGEMENTS COMPTABLES

A l'ouverture de l'exercice au 1er janvier 2025, un changement de méthode comptable réglementaire a été effectué de manière obligatoire en appliquant le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Les dispositions du règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application (soit 2025) sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs (2024), et concerne principalement :

- * la suppression de la technique des transferts de charges, avec les produits désormais présentés soit en chiffre d'affaires, soit au crédit des postes charges concernés
- * la nouvelle définition du résultat exceptionnel qui ne comporte désormais que des événements " majeurs et inhabituels "
- * une modification du plan de comptes et une modernisation des états de synthèse, avec notamment une présentation des cessions d'immobilisations (in)corporelles en résultat d'exploitation, et une présentation des cessions d'immobilisations financières en résultat financier, dotations/reprises sur dépréciations comprises
- * une présentation de certaines informations dans l'annexe des comptes avec de nouveaux formats de tableaux normés

FAITS CARACTERISTIQUES

- Le cumul d'emprunts obligataires non convertibles au 31/12/2025 est de 3.670 K€.

LIBELLES	Montant investi	DATE OUVERTURE	DATE ECHEANCE
MEDEF HAUT DE France	500 000,00 €	29/06/21	30/06/28
ALLIANCE EMPLOI	1 500 000,00 €	29/06/21	30/06/28
GIPEL	1 500 000,00 €	29/06/21	30/06/28
RESALLIANCES SA	170 000,00 €	06/11/23	30/06/28
TOTAUX :	3 670 000,00 €		

- Le conflit en Ukraine survenu à la fin du mois de février 2022 constitue un événement au 31 décembre 2025 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Eu égard à l'absence d'activité avec l'UKRAINE, la situation de l'entreprise à la date de l'arrêt des comptes n'est pas remise en cause.

Le contexte international actuel (guerre en Ukraine, situation sanitaire) conduit à des hausses significatives de l'énergie et à une volatilité des taux dans le monde. Il n'est toutefois pas possible à l'heure actuelle d'en mesurer les enjeux sur le résultat de la société.

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire, calculée à partir de la quote-part dans la situation nette comptable du bilan, ajustée éventuellement par des éléments hors bilan dont la valeur peut être estimée avec fiabilité suffisante, est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Lors de leur cession, les titres de participations et autres titres immobilisés sont évalués au coût unitaire moyen pondéré, les valeurs mobilières de placements sont évaluées suivant la méthode FIFO.

Rubriques	Début d'exercice	Reévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	6 472 203		6 472 203
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 472 203		6 472 203
TOTAL GENERAL	6 472 203		6 472 203

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations	6 472 203		6 472 203	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 472 203		6 472 203	
TOTAL GENERAL	6 472 203		6 472 203	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
-----------	------------------	-----------	----------	----------------

Frais d'établissements et développement
Fonds commercial
Autres immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Terrains
Constructions sur sol propre
Constructions sur sol d'autrui
Constructions installations générales, agenc., aménag.
Installations techniques, matériel et outillage industriels
Installations générales, agenc. et aménag. divers
Matériel de transport
Matériel de bureau et informatique, mobilier
Emballages récupérables, divers

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

TOTAL GENERAL

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.
Fonds Cial
Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre	3 960					3 960
TOTAL	3 960					3 960

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Provisions et dépréciations

Déclaration au 31/12/2025

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	4 568	3 960		8 528
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	4 568	3 960		8 528
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	357 000	175 000		532 000
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	357 000	175 000		532 000
TOTAL GENERAL	361 568	178 960		540 528

Dotations et reprises d'exploitation

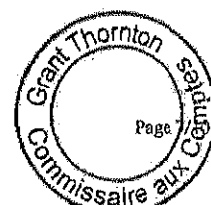
Dotations et reprises financières

Dotations et reprises exceptionnelles

175 000

3 960

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice



ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	6 048	6 048	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	1 540	1 540	
TOTAL GENERAL	7 588	7 588	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	3 670 000	3 670 000		
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 942	4 942		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	132 622	132 622		
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	3 807 564	3 807 564		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2025	31/12/2024	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH				
40810000	FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	3 022,02	2 893,41	128,61
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CP TES RATTACH		3 022,02	2 893,41	128,61
TOTAL CHARGES A PAYER		3 022,02	2 893,41	128,61

Charges et produits constatés
d'avance

Déclaration au 31/12/2025

Compte	Libellé	31/12/2025	31/12/2024	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	CHARGES COMPTABILISEES D'AVANCE	1 540 07	1 505,58	34,49
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 540,07	1 505,58	34,49

ENTREPRISES ET TERRITOIRES HDF
Association Loi 1901
40, rue Eugène Jacquet – 59700 MARCQ EN BAROEUL
Déclarée en Préfecture sous le N° W595021903
Siret 794 134 239 00019

* *

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 24 JUIN 2026

* *

Conformément aux prescriptions légales et statutaires de notre Association, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Association durant l'exercice clos le 31 décembre 2025, et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice ainsi que l'affectation du résultat.

I - ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

L'Association ETDHF a poursuivi son activité au cours de l'année 2025.

L'Association détient à ce jour 8.761 actions de la Société GROUPE IRD soit 5% du capital.

II - PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS ET AFFECTATION DU RESULTAT

- Examen des comptes et résultats

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes qui vous sont présentés ont été établis suivant un changement de méthodes comptables ;

A l'ouverture de l'exercice au 1^{er} Janvier 2025, un changement de méthode comptable réglementaire a été effectué de manière obligatoire en appliquant le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Les dispositions du règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application (soit 2025) sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs (2024), et concerne principalement :

- la suppression de la technique des transferts de charges, avec les produits désormais présentés soit en chiffre d'affaires, soit au crédit des postes charges concernés,
- la nouvelle définition du résultat exceptionnel qui ne comporte désormais que des événements « majeurs et inhabituels »,
- une modification du plan de comptes et une modernisation des états de synthèse, avec notamment une présentation des cessions d'immobilisations (in)corporelles en résultat d'exploitation, et une présentation des cessions d'immobilisations financières en résultat financier, dotations/reprises sur dépréciations comprises,
- une présentation de certaines informations dans l'annexe des comptes avec de nouveaux



formats de tableaux normés.

Comparabilité des comptes d'un exercice sur l'autre :

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent l'exercice de première application sont présentés selon les nouveaux modèles dans la colonne « Exercice 2024 ». En effet, le règlement relatif à la modernisation des états financiers s'applique à compter de l'exercice de première application (exercice 2025) sans emporter de retraitement des comptes antérieurs.

Conformément au règlement, les comptes 2024 ne sont pas retraités selon les nouvelles règles.

- En particulier, les produits et les charges exceptionnels constatés dans le compte de résultat 2024 tel qu'il a été arrêté et publié sont présentés, dans la colonne « Exercice 2024 », dans les rubriques « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».
- Aussi les transferts de charges constatés dans le compte de résultat 2024 tel qu'il a été arrêté et publiés sont présentés, dans la colonne « Exercice 2024 », dans la rubrique « reprises sur amortissements et dépréciations ».

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 font apparaître une insuffisance nette comptable de 141.719,39 € contre une insuffisance nette comptable de 202.584,54 € l'exercice précédent.

Les produits d'exploitation, constitués d'indemnités et d'autres produits s'élèvent à - 30 € (Nuls au titre de l'exercice précédent).

Les charges d'exploitation s'élevant à 12.812 € contre 11.643 € l'exercice précédent sont composées de :

- Autres achats et charges externes pour 10.363 €
- Impôts, taxes et versements assimilés pour 2.448 €

On constate donc sur l'exercice 2025 que le résultat d'exploitation s'élève à - 12.842 € contre - 11.643 € en 2024.

Les produits financiers constitués essentiellement de dividendes (participations) s'élèvent à 150.977 €.

Les charges financières s'élèvent à 275.894 € et sont constituées de dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions à hauteur de 175.000 € et d'intérêts et charges assimilés (intérêts de compte courant) à hauteur de 100.894 €.

Le résultat financier s'élève à - 124.917 € contre - 186.971 € au titre de l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôt s'élève à - 137.759 € contre - 198.614 € au titre de l'exercice précédent.

Les produits exceptionnels sont nuls (Idem au titre de l'exercice précédent).

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 3.960 € contre 3.971 € au titre de l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel s'établit à - 3.960 € contre - 3.971 € l'exercice précédent.

En l'absence de crédit d'impôts (Idem au titre de l'exercice précédent), l'insuffisance nette comptable s'élève à 141.719,39 € contre une insuffisance nette comptable de 202.584,54 € l'exercice précédent.

- **Proposition d'affectation du résultat**

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une insuffisance nette comptable de 141.719,39 €.

Nous vous proposons également de bien vouloir approuver l'affectation de cette insuffisance nette comptable de 141.719,39 € de la manière suivante

- En totalité du compte « report à nouveau » - 141.719,39 €
qui s'élevait à 2.273.767,59 €
qui s'élèverait à 2.132.048,20 €

III - CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 612-5 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous informons, conformément à l'article L. 612-5 du Code de commerce, qu'aucune convention entrant dans le champ d'application dudit article n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

IV - ADMINISTRATION ET CONTROLE DE L'ASSOCIATION

Nous vous informons qu'aucun mandat de membre du Conseil d'administration ni de Commissaire aux comptes n'arrive à expiration à l'issue de la présente consultation.

Démission de Monsieur PHILIPPE BRUGGEMAN de son mandat de Commissaire aux comptes Suppléant – Proposition à émettre à la prochaine Assemblée Annuelle

Nous vous informons que suivant courrier en date du 03 mars 2026, Monsieur Philippe BRUGGEMAN a notifié à la Société sa démission de son mandat de Commissaire aux Comptes suppléant.

Le Commissaire aux Comptes titulaire étant une personne physique (Monsieur Didier HAZEBROUCK), il conviendrait, en conséquence, de proposer à la prochaine Assemblée Annuelle la nomination en qualité de nouveau Commissaire aux Comptes suppléant, à effet du jour de ladite AG, de la société GRANT THORNTON, 632.013.843 RCS NANTERRE, domiciliée à LILLE (59045), 91 rue Nationale, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de la consultation annuelle de la Collectivité des Associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2026.

En conclusion, nous souhaitons que ces diverses propositions emportent votre approbation et que vous vouliez bien donner aux membres du Conseil d'Administration ainsi qu'au Président, quitus de leur gestion pour l'exercice social sur les comptes duquel vous avez à vous prononcer.

Votre Conseil d'Administration vous invite, après avoir pris connaissance des rapports de votre Commissaire aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'Administration